



# CULTIVER L'ÉGALITÉ :

POUR DES SYSTÈMES AGRICOLES JUSTES ET DURABLES  
DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE



CGIAR



foodtank



care

RESEARCH PROGRAM ON  
Climate Change,  
Agriculture and  
Food Security



CCAFS



RESEARCH PROGRAM ON  
**Climate Change,  
Agriculture and  
Food Security**



#### **AUTEURS :**

Le rapport a été co-écrit par CARE (Tonya Rawe et Karl Deering) et Food Tank (William Echols, Danielle Nierenberg, Emily Nink, Cortney Ahern, et Sarah Small).

#### **REMERCIEMENTS :**

Pour leur contribution et leur relecture, nous remercions Aurélie Ceinos, Sven Harmeling, Emily Janoch, et Dan Mullins de CARE ; Bruce Campbell, du programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire du CGIAR ; et Bernard Pollack, Laura Glenn et Alesa Upholzer de Food Tank.

Copyright CARE USA et Food Tank, Octobre 2015

# CULTIVER L'ÉGALITÉ : POUR DES SYSTÈMES AGRICOLES JUSTES ET DURABLES DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Avant-propos.....	3
Introduction.....	5
SECTION 1: Dressons la table : les défis majeurs auxquels nous sommes confrontés .....	7
Une SUPER approche de l'agriculture : SoUtenable (durable), Productive, Equitable et Résiliente (The Sustainable, Productive, Equitable and Resilient Agriculture : SuPER).....	11
SECTION 2 : Est-ce que l'agriculture intelligente face au climat, l'intensification durable et l'agro-écologie peuvent être des solutions pour les petits exploitants agricoles ? .....	13
SECTION 3 : Besoins des petits producteurs alimentaires et plus particulièrement des femmes.....	19
Etude de cas : Programme « Le chemin vers l'empowerment » .....	22
SECTION 4 : La voie à suivre : recommandations pour cultiver l'égalité au sein des systèmes alimentaires .....	25
Citations.....	28



**NZIVA 14-12-12**  
**F.HOLOCO 25-1-13**

# AVANT-PROPOS

Le travail agricole est dur. Les agriculteurs comme moi travaillent leur champ manuellement, munis de houes. Nos champs sont petits. Actuellement je possède un demi-hectare, ce qui est plus petit qu'un terrain de football. Mon objectif est de produire davantage de nourriture pour pouvoir vendre sur le marché et avoir des revenus plus élevés pour soutenir ma famille. Grâce à une ferme-école, j'ai appris – aux côtés d'autres agriculteurs - ce qu'est l'agriculture de conservation et les techniques agricoles durables associées. Avant la mise en place de ces écoles, nous pratiquions la monoculture et obtenions de faibles rendements. Nous utilisons la culture sur brulis pour nettoyer les champs et nous avons recours à un labourage traditionnel des sols. Désormais, nous cultivons le manioc, le maïs, les arachides, et le sésame en lignes. Nous ne labourons pas beaucoup le sol et nous laissons les restes des cultures précédentes pour faire des cultures sous couvert végétal. Nous alternons les cultures et pratiquons la culture intercalaire avec différents types de haricots.

Nous en récoltons d'ailleurs les bénéfices : la culture intercalaire des haricots améliore la santé du sol, sa fertilité, ainsi, je n'ai pas besoin de laisser mon champ en jachère. Mes champs retiennent mieux l'humidité. Mes rendements ont augmenté, ma famille a donc une meilleure situation financière.

Cependant, nous faisons toujours face à des problèmes. Avec des terres si petites, nous devons compter sur une bonne récolte. Nous avons toutefois remarqué des changements qui influencent négativement nos rendements. Quand j'étais jeune, la saison des pluies durait d'octobre à juillet. De nos jours, la pluie ne dure plus que trois mois. L'année dernière, la pluie a commencé en octobre et s'est arrêtée en novembre et décembre. Nos récoltes n'étaient donc pas suffisantes.

Lorsque nous luttons pour produire assez pour nos familles, nous avons besoin d'un accès aux ressources qui nous aideraient à produire davantage, telles que les fermes-écoles ou le matériel de base pour ne pas avoir à travailler à la main. Nous cultivons de plus en plus sur nos champs mais avec de si petites portions de terre, nous ne pouvons pas cultiver beaucoup. Cultiver plus peut augmenter mes revenus, permettre à ma famille d'avoir une alimentation plus variée et aider les agriculteurs comme moi à réaliser leur rêve.

Même si nous faisons face à des problèmes, il y a de l'espoir. Les résultats positifs des fermes-écoles et des techniques agricoles, pour ma communauté et moi-même, me donnent l'espoir que d'autres agriculteurs utilisent ces techniques pour produire plus et avoir des revenus durables, Cela permettrait le développement de chaque producteur, de la communauté, et même du département. J'encourage tous les producteurs à se concentrer sur ces pratiques durables ! Les avantages ne se limitent pas à un bon revenu, grâce à ces techniques, nous pouvons mieux gérer nos terres, ce qui est fondamental pour notre subsistance.

Nous espérons que les problèmes auxquels nous faisons face seront traités. J'aimerais également que les dirigeants entre autres comprennent que nous sommes ouverts à l'apprentissage et que nous désirons atteindre des objectifs toujours plus élevés. Nous souhaitons nous intégrer au marché et avoir la possibilité de vendre nos produits à un prix juste. Nous sommes agriculteurs, il s'agit de notre moyen d'existence, de notre source de revenus, et de notre fierté.



## **Anastácia António :**

Présidente de la ferme-école de Meconta et agricultrice dans la région Nord du Mozambique.



# INTRODUCTION

De nos jours, le monde fait face à un défi peut-être plus important que jamais : vaincre la faim et la malnutrition dans un contexte de changement climatique et lutter contre la rareté des ressources naturelles. La société civile, les gouvernements, les chercheurs, les bailleurs et le secteur privé débattent et collaborent simultanément pour trouver des solutions. Cependant, le dialogue se concentre trop sur la production alimentaire.

Il est important d'augmenter les rendements, particulièrement là où il n'y a pas assez de nourriture et là où les producteurs vivent dans la pauvreté. Mais l'augmentation seule de la production n'est pas suffisante pour s'attaquer à la faim. Il est important de reconnaître que le manque de nourriture n'est pas la seule cause de famine. Les inégalités déterminent qui a accès à la nourriture et aux ressources pour la cultiver et l'acheter. Elles déterminent qui mange en premier, qui mange moins et moins bien et qui peut se préparer le mieux au changement climatique. La famine et la pauvreté ne sont pas des accidents, elles sont le résultat de l'injustice économique et sociale et des inégalités à tous les niveaux, du foyer jusqu'à l'échelle internationale. La réalité des inégalités est encore plus vraie pour les femmes. Elles représentent la moitié de la population mondiale, mais possèdent injustement une part faible des ressources mondiales.

Si nous voulons atteindre le nouvel Objectif de Développement Durable qui a pour but d'éradiquer la faim dans le monde d'ici 2030, nous devons aborder le problème des inégalités sous-jacentes du système agricole. En cas de changement climatique, l'agriculture et le système agricole plus largement doivent être **durables** et **productifs**, mais nos efforts ne peuvent pas s'arrêter là. Il est impératif qu'ils soient **rentables** pour ceux dont c'est

un moyen de subsistance ; ils doivent être **équitables** pour que tout le monde ait accès au marché, aux ressources nécessaires à la production et à une alimentation nutritive; ils doivent être **résilients** pour permettre aux populations vulnérables de se remettre des crises économiques, de l'instabilité politique et des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents et de se sortir de la pauvreté.

Permettre aux populations en situation d'insécurité alimentaire d'accéder – en produisant ou en achetant – à une alimentation adéquate et nutritive, nécessite une étude honnête de la répartition du pouvoir dans le système alimentaire : qui gagne et qui perd. Il est également nécessaire de comprendre comment, dans un monde de ressources abondantes, presque 800 millions de personnes souffrent encore de sous-nutrition chronique et 1,2 milliards de personnes vivent dans une pauvreté extrême. Nous devons nous attaquer dès aujourd'hui et dans le futur à la faim, à la dégradation de l'environnement, au changement climatique mais aussi aux inégalités. Aborder ces défis en mettant l'accent sur l'équité aidera les petits exploitants agricoles à accéder et bénéficier des ressources et des options nécessaires pour : s'adapter au changement climatique, augmenter leurs revenus, améliorer leur nutrition, avoir un moyen de subsistance pérenne et mener une vie digne. Continuer sur nos modes de production et consommation habituels induisant des émissions toujours plus grandes de gaz à effet de serre, l'utilisation de moyens de production non durables, de grosses pertes alimentaires, du gaspillage et un accès inégal aux ressources et à l'énergie est inacceptable. Il est temps de dialoguer et d'agir à propos de l'équité.

---

<sup>i</sup> Notre utilisation du terme « égalité » dans ce rapport fait référence à des notions basiques d'équité et de justice dans la manière de traiter les personnes et de faire valoir leurs droits. Premièrement, nous reconnaissons que l'égalité possède un sens particulier dans un contexte de négociations sur le changement climatique en ce qui concerne l'égalité entre les pays et que ces problèmes d'égalité se posent pour l'économie mondiale entre les nations riches et pauvres. Cependant, en raison d'une focalisation particulière, nous n'évoquerons pas tous les aspects de l'égalité. Ici, nous concentrons notre regard sur comment l'égalité, que ce soit pour des personnes ou des populations entières, peut régler le problème de la famine et du changement climatique, particulièrement pour les agriculteurs à petite échelle et pour les populations vulnérables. En outre, nous nous référons à l'égalité et aux approches équitables en tant que notions qui ont pour but de réparer les inégalités persistantes. L'égalité comme résultat que nous cherchons à atteindre, requiert des approches équitables, à travers lesquelles certaines populations peuvent demander plus de soutien et d'attention que d'autres qui ne sont pas laissées pour compte.



## SECTION 1:

# DRESSONS LA TABLE : LES DÉFIS MAJEURS AUXQUELS NOUS SOMMES CONFRONTÉS

### LA FAIM DANS LE MONDE

Nous vivons dans un monde où 795 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique<sup>1</sup>, où plus de 161 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance<sup>2</sup> et où un tiers de la mortalité infantile est causé par la malnutrition.<sup>3</sup> Il est estimé que 250 millions d'enfants en âge préscolaire souffrent de carences en vitamine A, qui peuvent entraîner la cécité, voire la mort.<sup>4</sup> En parallèle, le surpoids et l'obésité concernent 2,1 milliards de personnes dans le monde, et ce nombre augmente plus rapidement dans les pays en voie de développement. La malnutrition a donc trois formes : la sous-nutrition, la carence en micronutriments et le surpoids et l'obésité.<sup>5</sup> Cependant, environ un tiers de la nourriture, soit 1,3 milliard de tonnes, est gaspillé chaque année aussi bien par les consommateurs, les agriculteurs ou les distributeurs.<sup>6</sup>

### LA PÉNURIE DE RESSOURCES NATURELLES ET LA DÉGRADATION ENVIRONNEMENTALE

Tandis que 795 millions de personnes ont faim, le monde compose également avec la dégradation environnementale et la pénurie croissante des ressources naturelles. Nous utilisons déjà 1,5 fois les ressources mises à disposition par la planète chaque année (en exploitant les ressources plus vite que la planète ne peut naturellement les régénérer).<sup>7</sup> Nous utilisons presque la moitié de la surface terrestre pour l'agriculture,<sup>8</sup> mais un cinquième de cette surface a tellement été dégradé qu'on ne peut plus l'utiliser pour cultiver.<sup>9</sup> La désertification<sup>ii</sup> affecte 33 % de la surface terrestre, concerne directement 250 millions de personnes et menace les moyens de subsistance d'un milliard de personnes.<sup>10</sup> Cela peut prendre 1000 ans pour gagner 3 cm de surface, et chaque année, le monde perd 50 000 km<sup>2</sup> de surface.<sup>11</sup> Que ce soit l'eau ou la terre, les ressources de la planète se réduisent. L'agriculture

a besoin de beaucoup d'eau, 70 % de l'utilisation de l'eau concerne ainsi l'irrigation<sup>12</sup> alors que pas moins de deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des pays en situation de stress hydrique d'ici 2025.<sup>13</sup> La situation ne concerne pas seulement l'eau douce: plus de 60 % des ressources issues de la pêche dans le monde sont entièrement exploitées et 30 % sont surexploitées.<sup>14</sup>

Nous échouons à garantir une sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous et beaucoup de gens voient la croissante population mondiale comme un défi important. Cependant, selon la lettre encyclique récemment publiée par le Pape François, « accuser l'augmentation de la population [pour les défis environnementaux mondiaux] et non le consumérisme extrême et sélectif de certains est une façon de ne pas affronter les problèmes. On prétend légitimer ainsi le modèle de distribution actuel où une minorité se croit le droit de consommer dans une proportion qu'il serait impossible de généraliser, parce que la planète ne pourrait même pas contenir les déchets d'une telle consommation. »<sup>15</sup> La population est croissante, mais l'évolution démographique est plus complexe, de la migration ruraleurbaine aux habitudes alimentaires en évolution, et nous nous reposons sur des modèles de consommation inéquitables et non durables, raisons principales des défis auxquels nous faisons face.

### LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les phénomènes météorologiques extrêmes menacent les moyens de subsistance au travers de la perte des biens de production et de l'endommagement des infrastructures.<sup>16</sup> Les changements climatiques de ces 30 dernières années ont déjà réduit la production agricole mondiale de un à cinq pour cent par décennie au niveau mondial.<sup>17</sup> Les températures plus

ii Issu de la FAQ du site de la CNULCD (voir les notes de bas de page pour le lien) : La désertification n'est pas l'expansion naturelle des déserts existants mais la dégradation des terres en une zone aride, semi-aride ou sèche. Il s'agit d'un processus graduel de perte de la productivité du sol et de la réduction de la végétation à cause de l'activité humaine et des variations climatiques comme des sécheresses prolongées ou des inondations.

élevées, les saisons changeantes et les précipitations imprévisibles posent des défis de taille pour les systèmes alimentaires et plus particulièrement pour les petits exploitants agricoles, ce qui a pour effet d'éroder la confiance des agriculteurs en leurs connaissances des schémas de précipitations et des services des écosystèmes auxquels ils se fient. Ces impacts se produisent alors que le réchauffement climatique est seulement de 0,85 degrés Celsius.<sup>18</sup>

Les trajectoires des émissions actuelles, en comptant sur le fait que les gouvernements respectent les engagements qu'ils ont pris, devraient mener la planète à un réchauffement climatique moyen supérieur à 3 degrés Celsius (par rapport aux niveaux pré-industriels) d'ici à la fin du siècle.<sup>19</sup> Cela serait bien au-dessus de la limite de 2 degrés Celsius – fixée par la communauté internationale, ou même 1,5 degrés, comme l'ont demandé plus de 100 pays vulnérables en voie de développement et plusieurs organisations de la société civile.

Les conclusions des derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sont claires : le changement climatique aura des répercussions sur « tous les aspects de la sécurité alimentaire, y compris l'accès à la nourriture, son utilisation et la stabilité des prix. »<sup>20</sup> Le réchauffement climatique pourrait réduire la production agricole de deux pour cent par décennie pour le reste du siècle<sup>21</sup> et pourrait réduire le rendement du maïs partout en Afrique de 12 à 40 pour cent à la fin du siècle.<sup>22</sup> Le changement climatique aura vraisemblablement des effets dévastateurs sur la qualité et l'accessibilité de l'eau dans de nombreuses régions et réduira l'eau de surface renouvelable. L'augmentation du niveau des mers augmentera la salinité de l'eau dans les bras de mer, les baies et les deltas, et les écoulements fluviaux alternatifs perturberont les modèles d'agriculture pluviale.<sup>23</sup>

De plus, 600 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de la faim d'ici 2080, à cause du changement climatique<sup>24</sup>, et 25 millions d'enfants supplémentaires pourraient souffrir de malnutrition d'ici 2050.<sup>25</sup> Les récentes recherches publiées dans le journal *Nature* mettent en évidence le lien entre le changement climatique et les carences nutritionnelles : les céréales cultivées dans une zone présentant un taux élevé de CO<sub>2</sub> présentent une réduction en protéines, réduisant la qualité nutritionnelle des farines de céréales, alors que les grains et les légumes montrent de plus faibles niveaux de zinc et de fer, des nutriments importants dont les personnes en situation d'insécurité alimentaire manquent déjà.<sup>26</sup>

Si le changement climatique a un impact négatif sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'agriculture fait partie des secteurs les plus émetteurs. Au niveau mondial, l'agriculture est responsable d'environ un tiers du total des gaz à effet de serre (GES) provenant des changements dans l'utilisation des sols, du transport des produits agricoles, et des pratiques agricoles non durables.<sup>27</sup> On estime que la totalité de la nourriture gaspillée et perdue représente l'équivalent de 6 à 10 % des émissions de gaz à effet de serre générées par l'homme.<sup>28</sup>

Le défi qui nous attend est à la fois complexe et important, mais ces problèmes ne représentent que la partie émergée de l'iceberg.

### LA RÉALITÉ POUR LES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

Plus des 3/4 des personnes vivant dans une pauvreté extrême habitent dans des zones rurales dont la plupart dépendent de l'agriculture.<sup>29</sup> Au niveau mondial, 475 millions de petits exploitants agricoles travaillent moins de



# 475 millions

de petits exploitants agricoles travaillent des terres de moins de deux hectares



deux hectares de terre.<sup>30</sup> La pêche à petite échelle emploie plus de 90 % des personnes travaillant dans ce secteur.<sup>31</sup> Et 600 millions de petits exploitants agricoles dépendent directement de l'élevage en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.<sup>32</sup> Pour ces populations, la famine, la dégradation de l'environnement et le changement climatique menacent au quotidien leur foyer et leur survie.

Les petits exploitants agricoles rencontrent souvent des difficultés pour produire, chasser ou acheter une nourriture suffisante et nutritive. En effet, les sols sont de mauvaise qualité, les lopins de terre sont petits, les stocks de poissons sont épuisés, la ressource en eau est rare, les marchés ne proposent pas une grande variété d'aliments et leurs revenus sont insuffisants. Très souvent, ils n'ont pas accès aux ressources nécessaires pour disposer d'un moyen de subsistance rentable, durable et résistant. Ils auraient besoin d'une garantie de leurs droits fonciers, d'un accès aux ressources naturelles telles que l'eau ou les pâturages, de moyens financiers, d'intrants de qualité, de services de vulgarisation, de formations, d'informations météorologiques, de systèmes de stockage après la récolte et de débouchés. Pourtant, le monde dépend des petits exploitants agricoles pour produire la majeure partie des denrées alimentaires consommées dans les pays en voie de développement.<sup>33</sup>

Pour les petits exploitants, les obstacles à franchir pour garantir leur sécurité alimentaire et nutritionnelle sont considérables. La crise les guette souvent et le changement climatique n'arrange pas les choses. Il s'agit cependant de leur nouvelle réalité : la réalité de l'injustice climatique. Les impacts du changement climatique sont les plus dévastateurs pour ceux qui en sont le moins responsables, autrement dit, pour les communautés qui ont la plus faible capacité d'adaptation et le besoin le plus élevé d'augmenter leurs productions afin de garantir leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.<sup>34</sup>



Dans un contexte où l'impact du changement climatique devient de plus en plus important, les agriculteurs devront continuellement s'adapter. Ils devront planter d'autres sortes de cultures, changer leurs calendriers agricoles, s'appuyer sur d'autres intrants et continuer à se préparer aux inondations, aux sécheresses, aux températures extrêmes et aux autres changements de leur environnement.<sup>35</sup> Les agriculteurs auront besoin d'accéder à des informations et à un soutien aussi bien au niveau local que mondial. Des programmes et des politiques devront prioriser leurs besoins et y répondre. Les femmes auront besoin des mêmes ressources, peut-être même plus.

### LES RESPONSABILITÉS DES FEMMES ET LEUR POTENTIEL

Le défi est de taille pour la communauté internationale, mais il est encore plus important pour les petits producteurs alimentaires et sûrement encore plus grand pour les femmes. Jusqu'à 79 % des femmes économiquement actives travaillent dans l'agriculture. Dans le monde, les femmes représentent en moyenne 43 % de la main d'œuvre agricole.<sup>36</sup> Les femmes constituent près de 50 % des agriculteurs de l'Est et du Sud-Est de l'Asie ainsi que de l'Afrique Subsaharienne. Elles sont aussi responsables de la majorité (presque 90 %) de la préparation des repas au sein du ménage.<sup>37,38</sup>

# 50%

des agriculteurs de l'Asie de l'Est et du Sud-Est ainsi que de l'Afrique Subsaharienne sont des femmes.

Malgré le rôle crucial qu'elles occupent au sein du système alimentaire et de l'agriculture, les femmes manquent cruellement de soutien. De ce fait, elles sont incapables d'atteindre leur potentiel productif maximum. Dans le monde, les femmes représentent seulement entre 10 et 20 % des propriétaires terriens et elles ne reçoivent que 5 % des services de vulgarisation agricole.<sup>39</sup> Lorsque la nourriture se fait rare, souvent à cause de températures extrêmes ou de catastrophes climatiques, les femmes et les jeunes filles sont généralement les



dernières de la famille à manger.<sup>40</sup> Même en l'absence de crise, la tradition veut que les femmes et les jeunes filles mangent en dernier, après les hommes et les enfants.<sup>41</sup>

Le manque de contrôle sur les ressources du ménage représente un obstacle important pour les femmes dans de nombreux pays en voie de développement. Selon une étude réalisée par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et portant sur neuf pays d'Afrique Subsaharienne, la différence majeure entre les foyers dirigés par un homme ou par une femme réside dans leur accès à l'argent ou dans leur manière d'utiliser l'argent afin d'obtenir de la nourriture ou des services.<sup>42</sup> Cependant, cette étude confirme que lorsque les femmes apportent davantage de revenus au foyer, on constate une amélioration de la santé et de la nutrition des enfants.<sup>43</sup> En moyenne, les femmes investissent 90 % de leurs revenus pour leur famille tandis que les hommes n'en investissent que 30 à 40 %.<sup>44</sup> <sup>45</sup> Comme le montre une étude récente de l'IFPRI, en plus d'augmenter leur capacité à prendre des décisions liées aux finances, l'autonomisation des femmes grâce à l'accès à l'éducation peut, avec le temps, réduire de 43 % la malnutrition infantile.<sup>46</sup> Les études réalisées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ONUAA) ont montré que si les femmes avaient accès aux mêmes ressources que les hommes, environ 150 millions de personnes de moins seraient confrontées à la malnutrition.<sup>47</sup>

Trop souvent, les femmes ne sont pas reconnues comme les égales des hommes au sein du foyer et de la communauté. Lorsque la valeur accordée à leurs connaissances est très faible, personne ne les consulte concernant l'utilisation des revenus du ménage ou les projets de la communauté pour la gestion des ressources naturelles. En conséquence, leurs connaissances ne sont pas reconnues, leurs priorités ne sont pas prises en compte, leurs besoins ne sont pas satisfaits et leurs droits ne sont pas respectés.

De plus, la charge de travail des femmes au sein du foyer est disproportionnée. Elles s'occupent de leur maison, de leurs enfants et de leurs aînés et se chargent de la collecte de l'eau et de combustible. Dans les zones rurales de Guinée, les femmes consacrent plus de deux fois plus de temps que les hommes à ces tâches. Au Malawi, c'est plus de huit fois.<sup>48</sup> La charge de travail disproportionnée des femmes et des jeunes filles leur laisse moins de temps pour s'investir dans d'autres activités génératrices de revenus ou pour poursuivre leur éducation. Une étude conduite dans l'État indien du Gujarat a estimé que réduire d'une heure le temps que les femmes passent à collecter l'eau reviendrait à augmenter de 100 \$ leur salaire annuel.<sup>49</sup>

Lorsque l'on reconnaît le pouvoir des femmes à sortir leur famille et leur communauté de la pauvreté, celles-ci ne sont plus réduites à de simples instruments permettant de lutter contre la faim. Les femmes doivent être plus autonomes et reconnues comme des partenaires égales, estimées pour leurs contributions et leurs connaissances, non pas parce qu'elles fournissent des résultats mais parce qu'elles sont les égales des hommes.

### CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GENRE

Le changement climatique accentue les risques auxquels font face les personnes déjà pauvres et marginalisées.<sup>50</sup> On s'attend à ce qu'il renforce les spirales de pauvreté actuelles et les multiplie pour en créer de nouvelles, notamment dans les zones urbaines et les régions récemment touchées par la famine.<sup>51</sup> La vulnérabilité d'un individu au changement climatique dépend de son aptitude mais aussi de celle de son foyer, de sa communauté ou de son pays à s'adapter c'est à dire à accéder à l'information, aux ressources et à une aide ainsi qu'à des moyens de subsistances alternatifs lorsque ceux-ci sont menacés par le changement climatique.

Les femmes et les hommes feront l'expérience des impacts du changement climatique de façon différente à cause des divergences qui existent entre

les rôles et les responsabilités qui leur sont attribués par la société. Par exemple, lorsque le changement climatique impacte la disponibilité de l'eau de surface et la distance à parcourir pour y accéder, la charge de travail des femmes augmente *plus encore*. En règle générale, les femmes manquent de droits et d'un accès aux ressources, aux informations et au pouvoir, que ce soit au niveau de leur foyer ou au niveau mondial. Ceci les rend d'autant plus vulnérables aux impacts du changement climatique et restreint leur capacité d'adaptation ainsi que leur aptitude à s'assurer que leurs besoins et leurs priorités sont satisfaits. Mais les hommes font aussi l'expérience de ces contraintes ou d'autres obstacles.

En cas de difficultés économiques, ce sont plus fréquemment les biens des femmes (souvent équivalents à un compte d'épargne) qui sont vendus. En effet, au sein du foyer, ces biens sont considérés comme plus « vendables » que ceux des hommes. Cette pratique est particulièrement dangereuse car les chocs climatiques vont probablement être plus fréquents dans les régions géographiques les plus vulnérables. Si les femmes ont déjà vendu leurs biens lors des chocs climatiques précédents, elles seront de plus en plus vulnérables au fil du temps.<sup>52</sup>

Si les femmes n'ont d'autre choix que de vendre leurs biens, les hommes ont la possibilité de chercher d'autres sources de revenus, bien souvent loin de la ferme ou du village.<sup>53</sup> Dans certains cas, lorsque les hommes partent dans le but d'apporter des revenus supplémentaires à leur foyer, ceux qu'ils laissent derrière eux (les femmes, les enfants) en deviennent plus vulnérables. Une étude menée au Bangladesh a montré que les foyers dont les maris étaient partis prenaient souvent la décision de marier leurs filles très tôt pour les « protéger » du harcèlement sexuel en l'absence de leurs pères. Ceci expose les jeunes filles à des risques accrus en matière de santé et entrave leur éducation. Mais la migration n'est pas toujours une expérience positive pour les hommes : dans ce même scénario, les hommes ont connu des problèmes de santé plus graves, prouvant que la vulnérabilité peut aller dans les deux sens.<sup>54</sup>

Étant donné les différences qu'il existe entre les rôles des hommes et des femmes et leur accès aux ressources, il est vital que les impacts du changement climatique et les solutions possibles soient examinés en prenant en considération la dimension du genre. Les femmes ne sont pas les seules à être vulnérables au changement climatique. Lorsque des catastrophes frappent, les femmes et les hommes peuvent parfois être impactés de façon différente, les femmes doivent prendre soin des enfants et des personnes âgées. Elles font face à une diminution de leur mobilité et sont plus susceptibles d'être blessées ou tuées.<sup>55</sup> Dans d'autres cas, les rôles des hommes hors du foyer les exposent davantage à des conditions climatiques extrêmes et les attentes de la société quant à leur rôle de chef de famille les amènent à prendre de plus grands risques face au danger.

Les femmes et les hommes doivent être considérés comme des contributeurs importants aux solutions et pas seulement comme des victimes du changement climatique et de la faim. À tous les niveaux, les politiques et les plans qui ne prennent pas en compte le genre et qui restent aveugles à son influence sur la vulnérabilité vont non seulement continuer à délaissier les femmes mais menaceront également d'exacerber les inégalités de genre existantes. Le GIEC indique qu'une politique relative au changement climatique qui n'est pas sensible aux disparités de genre existantes pourrait en réalité agrandir l'écart homme-femme.<sup>56</sup>

Si les décideurs politiques, les organisations mondiales de développement, les bailleurs de fonds, les gouvernements et le secteur privé ne prennent pas des mesures d'urgence ambitieuses, le monde sera menacé par l'effondrement des systèmes alimentaires locaux, les migrations, un risque accru d'insécurité alimentaire (en particulier chez les populations plus pauvres), les conflits et le manque de moyens de subsistance en zones rurales en raison de la rareté de la ressource en eau.<sup>57</sup> Les petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, méritent de faire l'objet d'une nouvelle stratégie pour soutenir leurs efforts face au changement climatique.



## Une SuPER approche de l'agriculture : SoUtenable (durable), Productive, Équitable et Résiliente

(The Sustainable, Productive, Equitable and Resilient Agriculture : SuPER)

Face aux obstacles en apparence insurmontables, comment les décideurs peuvent-ils proposer des systèmes alimentaires durables et équitables pour soutenir les petits exploitants, en particulier les femmes ? Afin d'apporter une solution aux problèmes de faim et de malnutrition dans le cadre du changement climatique, CARE a défini un ensemble de principes - durable, productive, équitable et résiliente- que l'agriculture et les systèmes alimentaires doivent respecter. Cette SuPER approche va au-delà de la manière et de la quantité de denrées alimentaires produites pour intégrer des éléments cruciaux, pourtant trop souvent négligés, qui sont nécessaires pour atténuer la faim et la pauvreté tout en protégeant l'environnement, en améliorant l'égalité des sexes et en créant un système alimentaire plus équitable. Mettre en place cette approche signifie assurer :

- La promotion de systèmes agricoles **durables qui permettent de** faire face aux impacts climatiques et environnementaux et s'appuient sur des écosystèmes sains mais aussi des institutions et des politiques stables et responsables ayant des politiques et des investissements sociaux et économiques qui mettent l'accent sur le redressement de l'inégalité des sexes dans l'agriculture.
- La promotion d'une agriculture **productive et rentable** qui garantisse une amélioration des rendements et des retours sur investissement pour les agriculteurs eux-mêmes en répondant notamment aux besoins des femmes et en offrant des quantités plus importantes de nourriture nutritives et abordables aux consommateurs ruraux et urbains.
- La promotion de résultats équitables pour les petites exploitations agricoles en encourageant la mise en œuvre du Droit à l'Alimentation et d'autres droits pour les populations les plus vulnérables, en garantissant un accès équitable aux opportunités, aux ressources, aux services et aux rémunérations pour les femmes et les agriculteurs, et en encourageant l'accès à une nourriture nutritive et abordable pour les agriculteurs ainsi que pour les consommateurs ruraux et urbains.
- Le renforcement de la **résilience** pour que les communautés et les systèmes soient capables de résister et se remettre des chocs notamment climatiques en encourageant l'adaptation communautaire, en rapprochant les institutions et les collectifs pour améliorer la gouvernance, et en utilisant les informations commerciales, techniques et climatiques pour encourager les analyses, la planification et la gestion des risques par les agriculteurs.



## SECTION 2 :

# EST-CE QUE L'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT, L'INTENSIFICATION DURABLE ET L'AGRO-ÉCOLOGIE PEUVENT ÊTRE DES SOLUTIONS POUR LES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES?

La sensibilisation de la communauté internationale aux enjeux auxquels nous sommes confrontés, à savoir la faim et la malnutrition dans le cadre de la pénurie des ressources naturelles et du changement climatique, s'est sensiblement renforcée au cours des dernières années. Pourtant, le débat pour trouver des solutions est bien trop souvent orienté sur la manière de produire les denrées alimentaires (pour répondre à la pénurie de ressources et au changement climatique), et plus particulièrement sur la manière de produire plus (pour lutter contre la faim). Plusieurs solutions, dites durables, comme l'agriculture intelligente face au climat, l'intensification durable et l'agro-écologie ont été proposées.

Tandis que certaines approches appellent à lutter contre l'inégalité et à promouvoir l'autonomisation des producteurs alimentaires à petite échelle, le débat autour de la meilleure approche à adopter dresse les différentes approches les unes contre les autres, créant ainsi de faux choix : le monde a besoin d'accroître la production *ou* d'augmenter la durabilité *ou* d'améliorer l'égalité. En réalité, toutes ces approches sont nécessaires pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous dans le cadre du changement climatique et pour répondre aux besoins des producteurs alimentaires à petite échelle, petits producteurs de denrées alimentaires et des femmes vivant dans la pauvreté. Tout paradigme se doit au moins d'être durable, productif et bénéfique, équitable et résilient. Dans ce rapport, nous analysons quelques-uns des paradigmes mis en avant pour faire face aux enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre du changement climatique.

L'Agriculture Intelligente face au Climat (CSA) est présentée comme une solution pour faire face au double enjeu relatif au changement climatique et à l'insécurité alimentaire. La CSA a trois objectifs principaux à l'échelle mondiale : 1) accroître la productivité et les revenus agricoles de manière durable ; 2) s'adapter et renforcer la résilience au changement climatique ; et 3) diminuer ou éliminer les émissions de gaz à effet de serre le cas échéant.<sup>58</sup> L'intensification durable vise à mettre l'accent sur l'optimisation des rendements sur une zone géographique donnée tout en réduisant les impacts environnementaux et en améliorant les services environnementaux. Enfin, l'agro-écologie est une approche qui considère les domaines agricoles comme des écosystèmes et qui se préoccupe des impacts écologiques et sociaux des pratiques agricoles.

### L'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT ET L'INTENSIFICATION DURABLE

La société civile exprime des inquiétudes et des critiques principalement sur l'agriculture intelligente face au climat et sur l'intensification durable, plus spécifiquement sur l'absence d'un accord clair concernant les pratiques dites climato-intelligentes ou qui constituent une intensification durable.<sup>59</sup> Le manque de paramètres provoque la crainte que tout modèle d'agriculture, peu importe son échelle, puisse être « labellisé » ainsi, y compris dans le cas de modèles non durables, industriels, à grande échelle et gourmand en intrants chimiques ou en énergie.<sup>60</sup>



# 79%

C'est l'augmentation moyenne des rendements sur plus de 37 millions d'hectares dans 57 pays en voie de développement grâce à l'utilisation de pratiques agricoles durables

Une compréhension générale de ce qui relève de la durabilité ou de l'agriculture intelligente face au climat éviterait le mauvais emploi de ces termes lors de l'évocation de pratiques qui ne sont ni réellement durables ni climato-intelligentes. Cependant, on continue de se demander si ces paradigmes sont appropriés ou peuvent tenir leur promesse envers les petits producteurs alimentaires sans favoriser le greenwashing de modèles agricoles non durables.

Les déclarations de leaders mondiaux sur l'agriculture et le changement climatique lors du Sommet sur le climat des Nations-Unies en 2014, et dans le cadre de l'Alliance globale pour une agriculture climato-intelligente<sup>61</sup> (GACSA), reposent sur l'affirmation – régulièrement utilisée – que le monde produit assez de nourriture pour alimenter tous les êtres humains mais que la faim persiste. Les deux documents soulignent ensuite

le besoin d'augmenter la production alimentaire. Si le monde produit assez de nourriture mais que la faim continue de toucher la population mondiale, alors le problème ne réside pas dans les volumes de la production mondiale. Le problème de la faim est local et nous devons nous poser des questions cruciales concernant l'équité dans les systèmes alimentaires : Qui produit la nourriture ? Qui a accès à la nourriture ? Qui peut acheter la nourriture ? Qui peut cultiver de la nourriture ? Qui n'en est pas capable ? Et surtout, *pourquoi ne le peuvent-ils pas* ? Le fait qu'il y ait assez de nourriture mondialement ne résoudra pas le problème de la faim s'il n'y a pas assez de nourriture



localement, mais redistribuer la nourriture à l'international n'est pas non plus une solution. L'augmentation de la production alimentaire pour les petits exploitants et dans les régions où la nourriture se fait rare s'avère primordiale pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. L'augmentation seule de la production n'est cependant pas suffisante.

Parallèlement, des spécialistes de plusieurs universités et instituts de recherche ont reconnu que l'intensification durable reposait sur la production et la durabilité environnementale.<sup>62</sup> Ce paradigme se concentre uniquement sur la production et sur l'aspect *environnemental* de la durabilité, ce qui peut s'avérer problématique. La durabilité environnementale est certes nécessaire, mais elle possède également un aspect économique et social.<sup>63</sup> Cette approche restrictive laisse peu de place à la promotion d'un changement institutionnel ou systémique nécessaire pour garantir que tous, particulièrement ceux laissés pour compte, puissent avoir accès et bénéficier de pratiques, connaissances et technologies éprouvées. La « durabilité » devrait symboliser la prise en considération d'une distribution alimentaire équitable, de l'autonomisation individuelle et de la justice procédurale.<sup>64</sup>

Alors que l'intensification durable reste muette sur la résilience, le document-cadre de la GACSA démontre en conséquence une plus grande capacité d'adaptation. Cependant, il n'inclut pas de règles en matière de protection sociale et environnementale. Dans un système alimentaire dominé par de puissants acteurs, ces règles établissent un seuil minimum de protection des

droits et des intérêts des petits exploitants agricoles, pour garantir que les efforts réalisés n'affaiblissent pas leur résilience. Les signataires du partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition lancés au sommet sur le climat des Nations-Unies ont fixé un objectif d'augmentation de la résilience de 500 millions de personnes dans l'agriculture pour 2030. Pourtant, renforcer la résilience c'est renforcer la capacité des populations vulnérables à accéder aux ressources économiques, politiques, naturelles et au marché, afin de se remettre non seulement des catastrophes et des revers essuyés mais aussi de pouvoir se sortir de la pauvreté. Cet objectif est donc le bienvenu mais il sera néanmoins difficile à atteindre sans améliorer la gouvernance, la transparence, et l'appropriation des mesures par les agriculteurs et sans réduire les injustices existantes et inégalités de genre.

Malgré les efforts répétés des partenaires du CGIAR<sup>65</sup> et des initiatives, telles que l'Alliance pour l'agriculture climato-intelligente en Afrique<sup>iii</sup>, pour traiter des inégalités de genre et les problèmes d'inégalité dans le paradigme de la CSA, le risque de répéter les erreurs du passé demeure. Les problèmes institutionnels ou systémiques et les inégalités sont toujours peu traités dans les débats internationaux bien qu'ils doivent être abordés afin d'établir des systèmes alimentaires justes et durables.

L'intensification durable, vu comme un objectif et non un ensemble de pratiques, peut se révéler utile pour les petits exploitants agricoles. Une étude de la FAO datant de 2010 a examiné plus de 37 millions d'hectares dans 57 pays en voie de développement et a estimé que les pratiques agricoles durables ont augmenté les rendements des récoltes de 79 %.<sup>66</sup> Les petits producteurs alimentaires ont besoin d'une productivité supérieure et de ressources naturelles saines pour leur assurer des moyens de subsistance convenables. La CSA est également prometteuse pour les petits producteurs alimentaires dont les moyens de subsistance sont fragiles et sont grandement menacés par le changement climatique. La CSA, avec le taux d'attention qui lui est porté, pourrait devenir un moyen d'exposer leurs problèmes à un niveau national et international.

Cependant, la réalisation de cette promesse nécessite de définir sérieusement ce que doit être l'agriculture intelligente face au climat pour les petits producteurs, en particulier pour les femmes. Une approche « intelligente face au climat » devrait traiter des facteurs de vulnérabilité et des dynamiques de pouvoirs dans les domaines sociaux, politiques, économiques et des inégalités de genre. L'intensification durable, en tant qu'approche qui promeut l'augmentation de la production tout en utilisant moins ou mieux les ressources, a été promue comme étant intelligente face au climat.<sup>67</sup> Mais avant d'être considérée comme intelligente face au climat et si l'intensification durable est vraiment « une reconsidération radicale des systèmes alimentaires, »<sup>68</sup> comme il a été affirmé, elle doit s'améliorer sur les questions d'iniquité et de genre. Dans le cas contraire, l'agriculture intelligente face au climat risquerait de se limiter à l'augmentation des rendements avec moins de ressources,

iii CARE et le CGIAR sont membres de l'Alliance pour une agriculture climato-intelligente en Afrique

solution simple d'apparence mais incomplète pour que les décideurs puissent faire face au besoin urgent de réponses. En ne prêtant pas plus d'attention à l'injustice et à l'inégalité des sexes (manque d'attention adapté aux obstacles auxquels sont confrontés les petits exploitants agricoles et les femmes pour accéder à la pratique, aux services de données climatiques, ou à l'élaboration de politiques et d'investissements), ces populations vulnérables continueront d'être délaissées.

## L'AGRO-ÉCOLOGIE

Développée à partir d'un ensemble de pratiques techniques exercées sur le terrain s'inspirant davantage de la nature et réduisant au minimum les impacts environnementaux négatifs, l'agro-écologie – comme mouvement – a aussi appelé à réduire les impacts sociaux-économiques négatifs, afin de valoriser et de promouvoir l'engagement et le savoir des petits producteurs agricoles et de donner aux agriculteurs les moyens de contrôler davantage leurs ressources. Aussi, le mouvement agro-écologique insiste fortement sur les questions d'égalité.

Au Forum International sur l'Agroécologie 2015 qui se tenait à Rome, des délégués ont insisté sur l'importance de « créer un savoir local, de promouvoir la justice sociale, d'entretenir l'identité et la culture, et de renforcer la viabilité économique des zones rurales ». <sup>69</sup> Les chercheurs qui sont en faveur de l'agro-écologie ont écrit à l'ONUAA (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) en soutenant qu'« aucune approche ne peut être scientifiquement considérée comme étant « durable » selon les définitions les plus connues de la durabilité, sans y intégrer la justice distributive et procédurale. » <sup>70</sup> Cette importance de l'égalité et de l'autonomisation des petits producteurs est depuis longtemps laissée pour compte dans les discours relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cependant, en tant qu'approche agricole dont la volonté est de sauver les petits producteurs, elle se doit de répondre à plusieurs critères. La durabilité, la justice et l'égalité des sexes sont primordiales, mais tout comme la productivité et la rentabilité. Alors, une mise en garde s'impose. Les principes fondamentaux et immuables qui caractérisent l'agro-écologie accordent souvent peu d'attention à la nécessité d'augmenter la production et la productivité (augmenter le rendement par unité de travail et de terre) sur les exploitations des petits producteurs.

Selon l'analyse de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED), l'agro-écologie est communément considérée comme ayant pour but de réorienter la production et non pas de l'intensifier. Elle se concentre sur l'optimisation des rendements plutôt que sur leur maximisation. La productivité ne se calcule pas uniquement en termes de rendement mais également « de degré d'agro-biodiversité » dans le système agricole ainsi qu'en termes de capacité à fournir des services écosystémiques », que certains ont qualifié de « viabilité intensive. » <sup>71</sup>

Il est essentiel de protéger et d'améliorer les services écosystémiques que la nature fournit afin d'éviter les pratiques non viables. Cependant, pour les petits producteurs de denrées alimentaires appauvris, l'augmentation des rendements sur les parcelles existantes est importante et se doit d'être un objectif clair de l'agro-écologie.

L'IIED souligne que le mouvement agro-écologique est mis au défi de répondre à la devise « plus il y en a, mieux c'est », mais pour les petits producteurs qui



vivent dans la pauvreté et dont les moyens de subsistance sont basés sur l'agriculture ; en faire plus serait en fait mieux. Dans le monde entier, les agriculteurs, les entreprises, les consommateurs et les décideurs devraient s'interroger sur la philosophie « plus il y en a, mieux c'est ». Les modes de consommation et de production mondiaux actuels, en particulier dans le Nord, ne sont pas viables. Cependant, cette idée peut ne pas être partagée par certaines familles d'agriculteurs.

Cela ne signifie pas que l'agro-écologie est incompatible avec des rendements et des revenus plus importants pour les petits producteurs. À vrai dire, du fait que l'agro-écologie favorise la diversité des récoltes et l'entretien du bétail, la production agricole pourrait être plus importante que sous des approches conventionnelles et avec un rendement plus diversifié si les agriculteurs prennent en compte le contenu nutritionnel et l'équilibre. Néanmoins, lorsque les augmentations de production ne constituent pas un objectif ou lorsque la possibilité de l'agro-écologie d'augmenter le rendement parmi les petits producteurs n'est pas mise en avant, le monde risque de décevoir ces producteurs qui ont besoin de plus de rendements et de plus de revenus.

L'agroécologie possède un énorme potentiel dont les petits producteurs alimentaires pourraient bénéficier. Parce qu'elle englobe une approche holistique et multifonctionnelle de l'agriculture, cette pratique est sûrement la plus à même d'apporter des résultats optimaux. Olivier de Schutter, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, a remarqué que l'agroécologie s'alignait parfaitement avec le droit à l'alimentation. Parce



que sa priorité est de permettre aux producteurs de disposer d'options et de prendre des décisions concernant leurs moyens de subsistance et parce qu'elle met en avant le savoir-faire et les ressources locaux et non externes, elle peut aussi renforcer la souveraineté alimentaire<sup>72</sup>. En produisant 80 % de la nourriture en Asie et en Afrique subsaharienne, les petits producteurs jouent un rôle clé dans les systèmes alimentaires locaux. Ainsi, leur permettre d'accéder à l'agro-écologie pourrait garantir durabilité, hausse de la productivité, diminution des inégalités et résilience.<sup>73</sup>

L'agroécologie est l'exemple de ce à quoi l'agriculture *devrait* ressembler pour faire face au double défi auquel nous sommes confrontés, à savoir le changement climatique et l'insécurité alimentaire. Elle aborde les questions d'égalité qui sont évitées lors des débats portant sur l'agriculture intelligente face au climat et sur l'intensification durable. L'agroécologie peut renforcer les rendements de manière durable en mettant l'accent sur tous les aspects de la durabilité. L'agroécologie peut contribuer à la récupération des sols dégradés, à mieux utiliser une ressource rare comme l'eau, à réduire les émissions et à améliorer de manière significative la capacité des agriculteurs démunis de ressources à augmenter leurs extrants et leur revenus. Plutôt que de considérer l'agroécologie comme une alternative à d'autres approches, le mouvement agroécologique a l'opportunité de s'imposer comme le modèle de référence auquel les autres pratiques et approches devraient aspirer.

# 80%

de la nourriture en Asie et en Afrique subsaharienne est produite par des petits producteurs



## SECTION 3 :

# BESOINS DES PETITS PRODUCTEURS ALIMENTAIRES ET PLUS PARTICULIÈREMENT DES FEMMES

### AU-DELÀ DES PARADIGMES : UNE APPROCHE HOLISTIQUE DE LA FAIM FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Bien qu'il y ait des avantages et des inconvénients à l'agriculture intelligente face au climat, à l'intensification durable et à l'agroécologie, la réalité des défis auxquels nous sommes confrontés semble être la preuve que nous avons besoin d'une nouvelle réponse. Cette réponse doit d'abord s'appuyer sur une approche très technique et centrée sur la production puis aller au-delà de celle-ci pour passer à une approche qui se focalise sur les objectifs communs que le monde vise à remplir. Nous recherchons des systèmes alimentaires capables de garantir, pour les producteurs, et plus particulièrement pour les petits producteurs et les femmes, des moyens de subsistance suffisants, qui fournissent à tous une sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui résistent aux impacts du changement climatique et qui fonctionnent partout dans le monde. En résumé, une approche holistique de la faim, du changement climatique, de la pauvreté et de l'égalité des genres.

Tout ceci va nécessiter l'intervention de toutes les parties prenantes, des producteurs aux consommateurs, des associations qui les représentent aux chefs de gouvernement en passant par les bailleurs de fonds. La durabilité, l'égalité, et la justice, doivent servir de base à notre démarche qui vise à lutter contre la faim, la malnutrition et la pauvreté.

Face à un discours ponctué de débats autour de la terminologie et des différents modèles d'agriculture, les petits producteurs alimentaires ont besoin de résultats : des approches qui répondent à tous leurs besoins, peu importe le nom de ces approches. L'approche SuPER pour l'agriculture et les systèmes alimentaires est une manière d'arriver à ces résultats. À la base de cette approche, il y a des objectifs clairs pour répondre aux besoins des petits producteurs. Au-delà de la productivité, les efforts à faire doivent être centrés sur l'égalité des genres, sur la prise en charge locale, le contrôle et l'accès sécurisé aux ressources naturelles, sur l'amélioration de la nutrition et sur l'autonomisation des producteurs alimentaires à petite échelle et de leurs moyens de subsistance.

**Autonomisation<sup>iv</sup> des femmes et des jeunes filles :** face au changement climatique, l'autonomisation des femmes est un outil puissant pour apporter un changement durable et institutionnel aux systèmes agricoles. Pour lutter contre les problèmes de faim, de malnutrition, de pauvreté et de changement climatique, on doit accorder aux femmes un meilleur accès à l'éducation, aux intrants et aux autres ressources afin qu'elles exercent un plus grand contrôle et une plus grande influence sur leur foyer. Le rôle et le savoir des femmes doivent aussi être valorisés afin qu'elles ne soient plus uniquement perçues comme des victimes du changement climatique et de la faim. Le fait qu'elles s'occupent de soigner et de nourrir leur famille apporte des perspectives différentes et nécessaires sur la vulnérabilité et sur les besoins et les priorités des foyers.

L'autonomisation des femmes passe par le renforcement de leurs capacités, de leurs compétences et de leur confiance en elles, par l'évolution des relations de pouvoir à tous les niveaux, du foyer à l'échelle internationale et par l'évolution des structures, des politiques, des institutions et des normes sociales qui régissent leur vie.<sup>74</sup> Cela requiert aussi un engagement de la part des hommes et des jeunes garçons. Au Bangladesh, CARE travaille avec des femmes dont la famille n'est pas propriétaire terrien ou possède seulement un petit lopin de terre et peu de ressources, ainsi qu'avec des femmes engagées dans l'agrobusiness. Le but est de promouvoir le leadership des femmes dans les systèmes et les services d'intrants agricoles tout en impliquant les hommes sur les questions de la charge de travail des femmes et de la répartition intrafamiliale de l'alimentation.

Alors que nous luttons pour impliquer les femmes de manière plus directe dans la politique et la prise de décision concernant le changement climatique et les systèmes alimentaires, nous ne pouvons pas simplement leur remettre la responsabilité de la définition et mise en place des solutions sur leurs épaules. Selon l'un des rapports du Programme de Recherche du CCAFS (Changement Climatique, l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire), « nous ne pouvons pas considérer les femmes comme des instruments servant à stimuler les rendements. Une attention plus particulière doit être accordée aux questions

iv Traduction de l'empowerment

liées au pouvoir, à la structure sociale et aux relations qui définissent les interactions entre les hommes et les femmes. <sup>75</sup> Les femmes portent déjà des fardeaux injustifiés. Dans plusieurs sociétés, les préjugés sexistes déterminent en partie le fonctionnement de leurs systèmes agricoles, ce qui défavorise les femmes. L'autonomisation des femmes et des jeunes filles ne doit pas se traduire par de nouveaux défis ou une responsabilité disproportionnée en ce qui concerne la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais plutôt par des opportunités pour ceux qui détiennent le pouvoir - qu'ils soient des hommes ou des femmes – de mettre en place des changements de fonds.<sup>76</sup>

**Bonne gouvernance, institutions efficaces et approches participatives :** les institutions mondiales et locales doivent promouvoir et assurer la durabilité et l'équité dans le contexte de lutte pour la sécurité alimentaire et contre le changement climatique. Il s'agit de savoir comment et par qui les politiques sont faites et les ressources sont gérées et redistribuées. L'utilisation d'approches participatives à tous les niveaux, du local à l'international, est essentielle. Pour que les politiques répondent aux besoins des personnes vulnérables et que l'utilisation des ressources se fasse à leur profit, on doit leur permettre d'être plus nombreux à la table des négociations sur le futur du changement climatique et de l'agriculture afin de porter un message différent

CARE a mis en place, avec succès, un modèle de Planification Participative des Scénarios (Participatory Scenario Planning), qui rassemble les communautés locales, les agriculteurs, les scientifiques et les autorités locales afin d'élaborer des plans de réponses face aux multiples scénarios météorologiques. Ce procédé n'assure pas seulement l'inclusion des voix des agriculteurs et de leurs communautés mais il les connecte également aux fonctionnaires locaux, renforce la capacité de tous les partis à collaborer et diffuse les informations importantes et pertinentes sur le climat aux agriculteurs de la communauté. Non seulement ce procédé assure aux agriculteurs un accès équitable à l'information et aux ressources, mais également un accès au gouvernement local et aux processus de planification.

Le FIDA (Fonds International de Développement Agricole) et ses partenaires ont également démontré le pouvoir d'une approche tournée vers les communautés. En Mauritanie, le Programme de Développement Durable des Oasis permet les échanges de savoir entre pairs sur l'irrigation, la conservation de l'eau et la culture de légumes. Ces échanges ont pour but de relever les défis que pose la dégradation des terres.<sup>77</sup>

Une gouvernance efficace permet de s'assurer que les populations les plus touchées et dans le besoin fassent partie intégrante de la solution et que leurs priorités et leurs besoins soient entendus et pris en considération. Les petits producteurs ont une connaissance approfondie de leurs conditions environnementales locales et devraient être appuyés pour avoir le droit de s'exprimer sur leurs propres besoins et priorités. Une planification globale et inclusive qui fait collaborer divers acteurs travaillant à des échelles différentes est essentielle pour des résultats durables et une bonne gouvernance. Le manque d'une telle gouvernance est le reflet de l'inégalité et de l'injustice qui soutiennent et conduisent à la faim et la vulnérabilité.

Par exemple, l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) a découvert que les femmes pauvres bénéficiaient moins des connaissances, sciences et technologies agricoles (AKST) que les autres agriculteurs, travailleurs agricoles et hommes en général. Les observations montrent que les plus aptes

à bénéficier de l'AKST sont ceux qui ont déjà accès à d'autres ressources, qu'elles soient naturelles, financières ou d'information. L'IAASTD souligne que travailler sur l'accès à « l'AKST seule ne permet pas de dépasser les préjugés sexistes et ethniques et les injustices dans l'agriculture. Cependant si les acteurs de l'AKST ne font pas assez attention à ces discriminations, cela peut mener à une augmentation non intentionnelle des inégalités.<sup>78</sup> De même, les politiques et les institutions doivent s'occuper des injustices et des inégalités de genre au risque de les aggraver.

**Accès aux ressources :** Avoir des moyens de subsistance productifs, rentables et résilients ne peut se faire sans accès aux ressources et aux pratiques telles que les techniques de gestion de l'eau et des sols, l'accès aux marchés, à l'information, à des formations et à des intrants de qualité. Le renforcement des capacités des agriculteurs grâce à l'accès à l'information et à la connaissance, particulièrement à travers la promotion d'échanges entre agriculteurs (telle que les fermes-écoles), permet de développer des solutions adaptées au contexte. Les agriculteurs gagnent ainsi de l'assurance pour pouvoir explorer des nouvelles techniques et variétés, et augmentent leur capacité à travailler ensemble.

Les solutions proposées précédemment (la CSA, l'intensification durable et l'agroécologie) ont du potentiel pour augmenter la productivité. Une production croissante peut générer des profits plus élevés si les petits producteurs alimentaires ont un accès équitable aux marchés. Mais, trop souvent, le marché est dominé par des acteurs plus importants et plus puissants. L'accès à la formation sur le fonctionnement du marché et comment travailler avec le secteur privé local, particulièrement en tant que groupe (collectifs, coopératives, organisations paysannes...), peut augmenter le pouvoir de négociation des petits producteurs. À mesure que leur production augmente, l'accès aux services financiers les encourage à investir dans leur activité.

Face à la variabilité météorologique accrue et l'impossibilité de se fier aux cycles des pluies habituels, l'accès aux données climatiques est primordial, en particulier pour les millions de petits exploitants agricoles qui dépendent de l'agriculture pluviale, ce qui représente 95 % des terres cultivées en Afrique subsaharienne.<sup>79</sup> L'accès aux données climatiques et météorologiques permet aux petits producteurs de gérer l'augmentation de l'incertitude et de planifier non seulement ce qu'ils plantent et à quelle période, mais également les risques auxquels se préparer, les meilleures périodes pour récolter et vendre.

Du point de vue agricole, en plus des techniques, l'introduction de nouvelles cultures et variétés de semences peut accroître la résilience aux variations climatiques. Des cultures telles que celles du manioc, des bananes, de l'orge, du niébé, des lentilles ou encore du millet possèdent un fort potentiel pour combler un manque lorsque les changements des cycles météorologiques ont des répercussions sur les rendements des principales cultures comme celles du blé, du maïs et du riz.<sup>80</sup> Des agroécosystèmes diversifiés peuvent agir positivement face à l'évolution des variations climatiques, en stoppant le développement des maladies et en atténuant la transmission d'agents pathogènes.<sup>81</sup>

Par exemple, les femmes de la région de Pwalugu au Ghana ont expérimenté avec succès divers mélanges de semences afin d'augmenter la résilience aux variations des conditions climatiques. Dans certaines régions, les femmes plantent au même moment le maïs, le sorgho et le millet, tandis que dans



d'autres régions, elles plantent des variétés précoces et tardives des mêmes semences. Cette méthode contribue à garantir qu'au moins une des cultures semées engendrera une bonne récolte.<sup>82</sup>

Les petits producteurs alimentaires doivent également minimiser les risques qu'ils encourent, en développant des activités non-agricoles.

**Droits fonciers et gestion durable des ressources naturelles :** Les moyens de subsistance des petits producteurs sont directement tributaires de ressources naturelles saines. Bioversity International et l'ONUAA ont démontré que les petits exploitants agricoles utilisent couramment des méthodes d'agriculture qui préservent la biodiversité, pas uniquement par souci de santé mais également car la culture d'une grande variété d'espèces contribue à limiter les risques de maladies, préserve la santé des sols et accroît les rendements.<sup>83</sup> Les agriculteurs familiaux ont aussi planté des variétés végétales indigènes à la suite de catastrophes naturelles comme des inondations ou des sécheresses pour rebondir.<sup>84</sup>

Cependant, leur pauvreté les pousse trop souvent à utiliser des ressources non-durables, car ils tentent de survivre sur des terres dégradées ou marginales avec peu d'accès aux services de vulgarisation, à des crédits ou encore des informations météorologiques. Ils doivent également faire face à la concurrence sur les ressources naturelles de plus en plus rares pour lesquelles leurs droits de propriété ne sont pas garantis.

Parce que les petits exploitants agricoles sont très dépendants des ressources naturelles, ils devraient être reconnus comme des partenaires essentiels dans la protection de la biodiversité et des écosystèmes, ainsi que dans l'avancement du développement durable. Ils devraient être soutenus en renforçant leurs droits de propriété sur leurs ressources. Que ce soit par un système traditionnel ou par un titre de propriété, la sécurité des droits fonciers favorise l'investissement de la part des producteurs dans la restauration des sols. La terre peut aussi servir de garantie lorsque surviennent des catastrophes ou des difficultés particulières. Ces producteurs ont besoin d'être assurés de pouvoir investir dans leurs terres et d'en récolter les bénéfices, d'avoir un accès fiable à l'eau et de ne pas avoir à défier une concurrence plus puissante s'ils veulent pouvoir vivre de leur activité. C'est à dire que leurs terres soient productives, profitables et qu'elles leur permettent d'assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Pourtant, les femmes, en particulier, font face à des contraintes quant à la propriété et à l'accès sécurisé aux ressources naturelles, en partie car parfois le droit empêche les femmes de posséder de terres ou car elles en deviennent

propriétaires seulement grâce au mariage.<sup>85</sup> Les femmes et les hommes doivent être appuyés pour pouvoir avoir le droit de gérer les ressources naturelles desquelles ils dépendent. Ces acquis doivent être promus et protégés à tous les niveaux : du foyer aux plus haut niveaux.

**Amélioration des résultats nutritionnels :** L'augmentation de la disponibilité alimentaire et des revenus n'est pas suffisante si elle n'apporte pas une amélioration des résultats nutritionnels. La malnutrition des enfants âgés de moins de deux ans compromet de façon permanente leur développement physique et cognitif, restreignant ainsi leur apprentissage et leur potentiel de revenu ultérieur et provoquant un cercle vicieux de pauvreté intergénérationnelle. Face aux changements climatiques, il est plus que jamais important de s'assurer que les populations les plus vulnérables ont accès à des denrées alimentaires saines et nutritives.

Selon le GIEC, le changement climatique aura un impact considérable sur le nombre de calories disponibles par personne, sur la malnutrition, ainsi que sur la mortalité infantile liée à cette dernière dans les pays en voie de développement<sup>86</sup>. Les efforts pour augmenter la productivité doivent donc aborder explicitement la qualité de la nourriture produite en termes de calories, protéines et micronutriments. Les céréales, les légumineuses, les fruits et légumes, ainsi que les protéines animales sont tous nécessaires pour un panier alimentaire varié. Il est important de tenir compte de l'impact du changement climatique sur le régime alimentaire, notamment en ce qui concerne les récoltes primaires mondiales (le blé, le riz et le maïs) mais également son impact sur les protéines d'origine végétale et animale<sup>87</sup>.

Les politiques et pratiques agricoles sensibles aux enjeux nutritionnels ne garantissent pas seulement l'augmentation des revenus ni l'accroissement durable de la productivité ou de la sécurité alimentaire mais également la sécurité nutritionnelle, pour les générations d'aujourd'hui et de demain. Au Bangladesh, le programme SHOUHARDO II (mis en œuvre par CARE) a abouti à des résultats significatifs et durables grâce à l'intégration d'interventions d'hygiène et d'assainissement, de formations agricoles afin d'augmenter la production agricole de denrées nutritives et les revenus, ainsi que l'intégration de groupes d'autonomisation des femmes. Ce modèle est efficace pour assurer la sécurité nutritionnelle durable et a fait ses preuves en réduisant de manière significative les retards de croissance chez les enfants.<sup>88</sup>



**PROGRAMME**  
**« LE CHEMIN VERS L'EMPOWERMENT »**  
 Les résultats de l'approche  
 SuPER pour les femmes agricultrices

Le programme « Le chemin vers l'empowerment » (Pathways to Empowerment<sup>v</sup>) de CARE travaille avec 50 000 agricultrices ainsi que leurs familles et leurs communautés dans six pays différents (le Bangladesh, l'Inde, le Malawi, la Tanzanie, le Ghana et le Mali) dans le but d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Avec les fermes-écoles<sup>vi</sup>, les agricultrices sont au cœur des activités d'apprentissage et de développement et s'engagent à se former à des pratiques agricoles durables, à l'engagement sur le marché, à l'égalité des genres, à la nutrition et à l'empowerment collectif. Les communautés assurent que les différentes parties de la formation sont tellement interconnectées qu'elles sont comme une bicyclette : retirez n'importe quelle pièce, et cela cessera de fonctionner. Cette approche solidaire a mené à d'importants changements pour les participants au programme.

#### Soutenable (Durable) :

- Entre 65 % et 75 % des agricultrices du programme ont adopté des techniques agricoles améliorées, telles que l'agriculture de conservation, pour s'assurer que les terres utilisées par les agriculteurs soient productives dans les prochaines années.

#### Productif (et rentable) :

- Le rendement a augmenté de près de 200 %, apportant environ 4 millions de dollars de revenus supplémentaires pour les agricultrices et leurs entreprises.
- En travaillant ensemble en tant que groupe d'exploitants, des femmes comme Losalio Daimoni au Malawi peuvent fixer leur prix sur le marché afin d'être payées convenablement pour leurs récoltes.

#### Équitable :

- Les femmes ont obtenu l'accès à 3 762 hectares de terre pour la production, ce qui représente presque la moitié de la taille de Manhattan, ou plus de deux fois la taille de Genève.
- Les relations et la prise de décisions entre les femmes et les hommes au sein des foyers de l'ensemble des zones concernées par le projet sont plus équitables. Ils travaillent désormais ensemble pour augmenter leurs revenus et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

#### Résilient :

- Le plus gros défi des agriculteurs reste les variations climatiques. Prenant ces difficultés en compte, Pathways intègre l'adaptation au changement climatique dans le programme des fermes-écoles.

En mettant les femmes au cœur de son programme pour l'agriculture, Pathways s'assure qu'elles participent à la sécurité alimentaire de leurs familles.

## SUR LA ROUTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



L'intégration de nos outils et de notre approche nous confère un impact plus important pour favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Lorsque nous nous rassemblons, nous ouvrons la porte à de grands changements, comme l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour 2,6 millions de personnes dans 90 pays à travers le monde. Pour en savoir plus, visitez le site [www.care.org](http://www.care.org).

v Ce projet est financé par la fondation Bill et Melinda Gates

vi [www.care.org/ffbs](http://www.care.org/ffbs)



## SECTION 4 :

# LA VOIE À SUIVRE : RECOMMANDATIONS POUR CULTIVER L'ÉGALITÉ AU SEIN DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Mettre un terme à la faim et à la malnutrition dans le contexte du changement climatique est un défi sans précédent pour les populations et la planète. Nous ne pouvons pas résoudre la lutte contre la faim en nous basant sur les niveaux actuels de production alimentaire au niveau mondial et en redistribuant la nourriture. Nous devons impérativement réduire la production obtenue de manière non durable dans les endroits où la consommation non durable l'entraîne – c'est absolument nécessaire. Produire simplement plus de nourriture à l'échelle mondiale n'est pas une solution. L'augmentation de la productivité pour les petits producteurs est quant à elle importante, mais pas suffisante. Afin d'appuyer ces producteurs et les populations souffrant chroniquement de la faim, les solutions proposées doivent s'attaquer aux inégalités, dont celle de genre, au niveau local et international. C'est nécessaire pour voir advenir le monde auquel nous aspirons, où la justice climatique ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle existent pour tous.

Pour obtenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous face au changement climatique, CARE, CCAFS et Food Tank formulent les recommandations suivantes aux divers acteurs que ce soit les gouvernements, nos propres institutions, le secteur privé, les institutions multilatérales, ou les individus :

**Intégrer l'égalité de genre et privilégier l'autonomisation des femmes dans toutes les approches :** Promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes doivent être des principes fondamentaux des différentes approches telle que l'agriculture intelligente face au climat. L'intégration de l'égalité de genre commence par des analyses rigoureuses : avant d'élaborer des politiques, il faut fixer des priorités et concevoir des programmes. Les politiques et les interventions, mises en œuvre ou soutenues par les gouvernements, le secteur privé, ou les professionnels du développement, devraient cibler les obstacles à l'égalité de genre et s'attaquer à la répartition inégale de la charge de travail et l'accès inégal aux ressources. L'autonomisation des femmes et des jeunes filles implique d'engager les hommes et les jeunes garçons pour s'assurer que les priorités

ainsi que le savoir des hommes et des femmes soit pris en compte dans les projets. Cela permet aussi de favoriser la compréhension des rôles respectifs de chacun et de comprendre comment les politiques et les programmes impactent différemment les hommes et les femmes. Les objectifs par rapport à l'égalité des genres doivent être fixés dès le début et évalués et les résultats doivent être divulgués publiquement par les bailleurs, les professionnels du développement, les gouvernements, et le secteur privé.

**Privilégier le renforcement des capacités et les investissements qui aident les petits producteurs, contributeurs clés de la sécurité alimentaire :** Les petits producteurs alimentaires s'investissent énormément dans leur activité et les autres acteurs doivent investir en eux aussi. Les bailleurs et les praticiens devraient privilégier le renforcement des capacités des femmes et des petits producteurs alimentaires pour s'engager sur le marché, y compris à travers le renforcement des coopératives, collectifs, ou organisations paysannes ; pour avoir accès à leurs propres ressources naturelles et les gérer et pour s'engager avec les gouvernements locaux et dans les processus de planification. Les gouvernements, les bailleurs et le secteur privé devraient investir dans des systèmes de recherche et de vulgarisation qui atteignent et répondent aux besoins des petits producteurs, en particulier des femmes. La mise à disposition d'informations climatique, météorologique et de marché claires et disponibles au moment opportun est aussi essentielle.

**Assurer la participation des femmes et des petits producteurs alimentaires aux processus de planification, de décision et de budgétisation :** Il faut mettre en place des processus transparents, consultatifs pour développer des politiques, fixer des priorités budgétaires et établir des plans ainsi que des stratégies, promouvoir la redevabilité et s'assurer que les interventions sont ciblées et que les ressources sont orientées là où le besoin se fait le plus sentir. Les processus participatifs sont essentiels à l'intégration des priorités, des perspectives et des savoirs locaux des femmes et des petits producteurs. Ils montrent l'intérêt que les parties prenantes portent vis-à-vis de leurs rôles et de leurs contributions.



### **Intégrer le changement climatique dans toutes les approches liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle :**

Face au changement climatique, les mesures politiques, les programmes et les priorités budgétaires doivent prendre en compte les risques liés aux changements climatiques ainsi que les vulnérabilités qui en découlent. Renforcer les capacités d'adaptation devrait être en tête de liste des objectifs. Agir ainsi revient à s'assurer que les décisions prises aujourd'hui ne rendent pas les populations plus vulnérables dans le futur et que les ressources soient destinées aux populations qui en ont le plus besoin. Évaluer les impacts possibles et les vulnérabilités à l'aide d'un processus itératif permet la réorientation des efforts et des ressources afin d'agir au mieux selon les nouvelles informations. Les donateurs devraient en faire une obligation.

Les gouvernements, les professionnels du développement, le secteur privé, les bailleurs et les particuliers peuvent également promouvoir des systèmes alimentaires équitables et durables chacun à leur niveau. CARE, CCAFS, et Food Tank proposent des recommandations spécifiques pour chaque acteur.

### **GOVERNEMENTS ET AUTORITÉS LOCALES**

Les mesures politiques locales et internationales doivent soutenir les petits producteurs ainsi que les femmes. Elles doivent également aborder le sujet des barrières auxquelles ceux-ci se heurtent à propos de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des changements climatiques. Les décideurs à tous les niveaux doivent :

**S'engager à prendre des mesures ambitieuses pour lutter contre la crise climatique,** basées sur la responsabilité et la capacité partagées et respectives de chaque état. Il s'agit de réduire l'écart entre ce que la science estime nécessaire en terme de réduction d'émission de gaz à effet de serre pour limiter la hausse de température à 1,5°C, et la réalité au vu de la faiblesse de l'ambition. Les Etats doivent aussi s'engager à limiter de façon

anticipée les pertes et dommages que beaucoup expérimentent au sein des populations les plus vulnérables.

- 1. Promulguer et mettre en œuvre des mesures de protection environnementale et sociale.** Ces mesures devraient assurer une participation efficace des populations affectées, leur consentement libre, préalable et donné en connaissance de cause, en particulier sur les questions d'utilisation des ressources naturelles ; et des résultats équitables pour les femmes et les hommes, ainsi que pour les groupes marginalisés. Les populations doivent avoir accès à un système de plainte en cas de violation de leurs droits, afin de s'assurer que tous les acteurs rendent des comptes de leurs actions.
- 2. Promulguer et mettre en œuvre des politiques de sécurité des droits fonciers et d'accès aux ressources comme la terre et l'eau,** particulièrement pour les femmes et les populations marginalisées. Les violations des droits fonciers et de l'accès aux terres doivent être régulées. Tous les acteurs, y compris les multinationales et les acteurs du secteur privé local, doivent rendre des comptes sur le respect des droits fonciers et les résultats de leurs actions dont bénéficient – ou non - les plus pauvres et vulnérables, y compris les femmes. La redevabilité commence par la transparence complète en termes d'élaboration de mesures politiques et de décisions budgétaires, notamment concernant la vente et/ou le transfert de terres ou d'autres ressources naturelles.
- 3. Réformer les politiques qui réduisent l'accès des femmes aux ressources telles que les terres et les crédits.** Les femmes doivent pouvoir posséder des terres, avoir accès aux ressources et bénéficier de services financiers en tant qu'individus.



## BAILLEURS DE FONDS

Les meilleures politiques et approches programmatiques ne peuvent répondre aux besoins des petits producteurs et des femmes s'il n'y a pas les ressources adéquates pour les mettre en œuvre. Tous les bailleurs (bilatéraux, multilatéraux, du secteur privé, des fondations et les principaux philanthropes) doivent :

### 1. Augmenter les financements pour les approches qui traitent efficacement et conjointement de la faim, et du changement climatique et appuie les petits producteurs alimentaires.

En finir avec la faim et la malnutrition dans le monde demande une augmentation importante augmentations des investissements. Et pourtant, l'aide publique au développement fournie n'est généralement pas suffisante pour répondre à la demande. Beaucoup de pays développés n'ont toujours pas honoré leur promesse de fournir 0,7 % de leur revenu national à l'APD. Pourtant, le changement climatique augmente les besoins et malgré les promesses faites dans le but de mobiliser 100 milliards de dollars par an au profit de la finance climat seule, on en est encore loin. Le montant des financements nécessaires, notamment pour couvrir les besoins en adaptation et les pertes et dommages, ne va faire qu'augmenter au fur et à mesure que les impacts vont augmenter. La situation sera pire si l'ambition en terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre n'est pas suffisante pour limiter l'augmentation de la température en dessous des niveaux les plus dangereux.

## SECTEUR PRIVÉ

Le pouvoir exceptionnel qu'exerce le secteur privé sur les marchés et les espaces politiques peut être utilisé positivement pour aller vers des modèles de production et de consommation durables, résilients et équitables pour les acteurs agissant à une échelle plus restreinte. Il est primordial, pour le secteur privé, de :

- 1. S'engager à promouvoir l'équité tout au long des chaînes d'approvisionnement.** Les systèmes alimentaires équitables doivent reconnaître les contributions des petits producteurs et leur donner la possibilité de recevoir les bénéfices de leurs savoirs et de leur travail. Les petits producteurs jouent un rôle vital dans les systèmes alimentaires locaux et il est nécessaire de respecter leurs accès et droits sur les ressources naturelles dont ils dépendent telles que l'eau et la terre.
- 2. Promouvoir la nutrition et produire des aliments nutritifs.** La nourriture ne coûte pas seulement le prix affiché sur l'étiquette. Une mauvaise nutrition (sousnutrition, carence en micronutriments et obésité) a un impact sur le long terme, qui peut aller du retard de croissance jusqu'à la déficience cognitive et physique, en passant par des maladies nontransmissibles.
- 3. Promouvoir la mise en œuvre d'actions de lutte contre le changement climatique et agir.** Le changement climatique a des répercussions sur nous tous, il atteint les ménages les plus modestes tout comme les chaînes d'approvisionnement des plus grandes entreprises. De plus en plus de stratégies et d'exemples d'actions se développent dans le secteur privé afin d'intégrer les risques du changement climatique et d'adopter et promouvoir des mesures durables et bas ou zéro carbone. Les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre apportent une certaine assurance dans un climat économique incertain et grandissant.

## PUBLIC

Le futur de notre alimentation et de notre planète nous concerne tous. Nous pouvons tous jouer un rôle et il tient à chacun de nous de prendre ses responsabilités et de nous engager à :

- 1. Savoir d'où proviennent nos aliments de manière à faire des choix de consommation durable.** Soyons informés de ce que nous mangeons et de comment, où et par qui ces aliments ont été produits. L'information est un outil puissant dont découlent nos choix personnels et qui peut permettre d'encourager les petits exploitants agricoles et promouvoir la durabilité.
- 2. Exiger de nos gouvernements** qu'ils soutiennent l'égalité de genre et les mesures ambitieuses en matière de lutte contre le changement climatique.
- 3. Célébrer la Journée Internationale de la Femme, la Journée Mondiale de la Terre et la Journée Mondiale de l'Alimentation** en nous investissant bénévolement dans notre région et faire passer le message de l'importance de systèmes alimentaires justes et durables parmi notre famille et nos amis et sur les médias sociaux. Plus les gens seront au courant, plus nous pourrons travailler tous ensemble pour des systèmes alimentaires justes et durables et une véritable justice climatique, c'est-à-dire la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous et un futur pour notre planète.

1. Food and Agriculture Organization (FAO), International Fund for Agricultural Development (IFAD) and World Food Programme (WFP). (2015) The State of Food Insecurity in the World 2015. Meeting the 2015 international hunger targets: taking stock of uneven progress. Rome, FAO.
2. The United Nations' Children's Fund (UNICEF), The World Health Organization (WHO), The World Bank. (2012) Joint Child Malnutrition Estimates: Levels and Trends in Child Malnutrition. [http://www.who.int/nutgrowthdb/jme\\_unicef\\_who\\_wb.pdf](http://www.who.int/nutgrowthdb/jme_unicef_who_wb.pdf) accessed September 24, 2015.
3. WHO, Partnership for Maternal, Newborn and Child Health. Child Mortality: Millennium Development Goal 4 Fact Sheet. (2011) [http://www.who.int/pmnch/media/press\\_materials/fs/fs\\_mdg4\\_childmortality/en/](http://www.who.int/pmnch/media/press_materials/fs/fs_mdg4_childmortality/en/) accessed September 24, 2015.
4. WHO. (2015) Nutrition: Micronutrient Deficiencies. <http://www.who.int/nutrition/topics/vad/en/> accessed September 24, 2015.
5. Ng, Marie et al. "Global, Regional, and National Prevalence of Overweight and Obesity in Children and Adults During 1980–2013: A Systematic Analysis for the Global Burden of Disease Study." *The Lancet*. Volume 384, No. 9945, p766–781, 30 August 2014.
6. FAO. (2011) Global food losses and food waste – Extent, causes and prevention. Rome.
7. WWF. (2014) Living Planet Report 2014: Species and spaces, people and places. [http://wwf.panda.org/about\\_our\\_earth/all\\_publications/living\\_planet\\_report/](http://wwf.panda.org/about_our_earth/all_publications/living_planet_report/) accessed September 24, 2015.
8. Owen, James. "Farming Claims Almost Half of Earth's Land, New Maps Show." *National Geographic News*. December 9, 2005. [http://news.nationalgeographic.com/news/2005/12/1209\\_051209\\_crops\\_map.html](http://news.nationalgeographic.com/news/2005/12/1209_051209_crops_map.html) accessed September 24, 2015.
9. Cited in Interaction. (2011) The Nature of Development: Integrating Conservation and Development to Support Sustainable, Resilient Societies. <http://www.interaction.org/sites/default/files/InterAction%20Nature%20of%20Development%20Paper%20final.pdf> accessed July 23, 2015.
10. United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD). Frequently Asked Questions. <http://www.unccd.int/en/resources/Library/Pages/FAQ.aspx> accessed July 23, 2015.
11. FAO. (2015) Where Food Begins. <http://www.fao.org/resources/infographics/infographics-details/en/c/285853/> accessed July 23, 2015.
12. UN Water. Statistics. <http://www.unwater.org/statistics/statistics-detail/en/c/246663/> accessed July 23, 2015
13. FAO. FAO and Post-2015. [http://www.fao.org/resources/infographics/infographics-details/en/c/266124?utm\\_source=twitter&utm\\_medium=social+media&utm\\_campaign=faoknowledge](http://www.fao.org/resources/infographics/infographics-details/en/c/266124?utm_source=twitter&utm_medium=social+media&utm_campaign=faoknowledge) accessed July 23, 2015.
14. FAO. (2014) State of World Fisheries and Aquaculture 2014: Opportunities and Challenges. <http://www.fao.org/3/a-i3720e/index.html> accessed July 23, 2015.
15. The Holy See. (2015) Encyclical letter LAUDATO SI' of the Holy Father Francis on care for our common home. [http://w2.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/papa-francesco\\_20150524\\_enciclica-laudato-si.pdf](http://w2.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.pdf).
16. Intergovernmental Panel on Climate Change, 2014. Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Core Writing Team, R.K. Pachauri and L.A. Meyer (eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland, 151 pp.
17. IPCC, 2014. Summary for Policymakers. In: Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Field, C.B et al. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, pp. 1-32.
18. IPCC, 2013: Summary for Policymakers. In: Climate Change 2013: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Stocker, T.F., D. Qin, G.-K. Plattner, M. Tignor, S.K. Allen, J. Boschung, A. Nauels, Y. Xia, V. Bex and P.M. Midgley (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA.
19. Climate Action Tracker. 2015. Effect of Current Pledges and Policies on Global Temperature. <http://climateactiontracker.org/global.html>. accessed August 7, 2015
20. IPCC, 2014: Summary for policymakers. Op. cit.
21. IPCC Working Group II: Final Draft Summary for Policy Makers (SPM). In IPCC Working Group II Fourth and Fifth Assessment Reports (AR5 WGII and AR4WGII): Climate Change 2014: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Unofficial draft. IPCC [https://nofrackingconsensus.files.wordpress.com/2013/11/wgiar5-spm\\_fgdall.pdf](https://nofrackingconsensus.files.wordpress.com/2013/11/wgiar5-spm_fgdall.pdf)
22. J Ramirez-Villegas, Thornton PK. 2015. Climate change impacts on African crop production. CCAFS Working Paper no. 119. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). Copenhagen, Denmark.
23. Jiménez Cisneros, B.E., T. Oki, N.W. Arnell, G. Benito, J.G. Cogley, P. Döll, T. Jiang, and S.S. Mwakalisa, 2014: Freshwater resources. In: Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Field, C.B., V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea, and L.L.White (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, pp. 229-269.
24. Warren, R. et al. (2006) Understanding the regional impacts of climate change. Research Report Prepared for the Stern Review on the Economics of Climate Change. Tyndall Centre for Climate Change Research. <http://www.tyndall.ac.uk/sites/default/files/wp90.pdf>
25. Nelson, Gerald C., et al. (2009) International Food Policy Research Institute. Climate Change: Impact on Agriculture and Cost of Adaptation. <http://www.ifpri.org/news-release/new-report-climate-change-projects-25-million-more-malnourished-children-2050>. accessed July 23, 2015.
26. Samuel S. Myers, Antonella Zanobetti, Itai Kloog, Peter Huybers, Andrew D. B. Leakey, Arnold J. Bloom, Eli Carlisle, Lee H. Dietterich, Glenn Fitzgerald, Toshihiro Hasegawa, N. Michele Holbrook, Randall L. Nelson, Michael J. Ottman, Victor Raboy, Hidemitsu Sakai, Karla A. Sartor, Joel Schwartz, Saman Seneweera, Michael Tausz & Yasuhiro Usui. "Increasing CO2 Threatens Human Nutrition." *Nature* 510, 139–142 June 5, 2014. Published online 07 May 2014.
27. Vermeulen, S. J. et al. "Climate Change and Food Systems." *Annual Review of Environment and Resources*. Vol. 37: 195-222. November 2012.
28. FAO. (2011) Global food losses and food waste – Extent, causes and prevention. Rome.
29. FAO & Post 2015: Nourishing People, Nurturing the Planet. 100 facts in 14 themes linking people, food and the planet. [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/mdg/100\\_facts/100facts\\_EN.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/mdg/100_facts/100facts_EN.pdf)
30. FAO. (2014) The State of Food and Agriculture 2014: Innovation in Family Farming. Rome.
31. cited in Porter, J.R., L. Xie, A.J. Challinor, K. Cochrane, S.M. Howden, M.M. Iqbal, D.B. Lobell, and M.I. Travasso, 2014: Food security and food production systems. In: Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Field, C.B., V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea, and L.L.White (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, pp. 485-533.
32. Thornton PK, Boone RB, J Ramirez-Villegas. 2015. Climate change impacts on livestock. CCAFS Working Paper no. 120. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). Copenhagen, Denmark.
33. IFAD. Viewpoint: Smallholders can feed the world. <http://www.ifad.org/pub/viewpoint/smallholder.pdf> accessed September 24, 2015.
34. Vermeulen SJ. (2014). Climate change, food security and small-scale producers. CCAFS Info Note. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). Copenhagen, Denmark.
35. Bereuter, D. et al. (2014). Advancing Global Food Security in the Face of a Changing Climate. Chicago Council on Global Affairs.
36. FAO. (2012) The Female Face of Farming. Rome. (citing Smith and Haddad 2000). cited in WFP women: <https://www.wfp.org/stories/10-facts-about-women-and-hunger>.
37. FAO. (2011) State of Food and Agriculture. Women in Agriculture: Closing the gender gap for development. Rome.
38. UN Women. (2012) The Role of Women in Rural Development, Food Production and Poverty Eradication. UN Women, cited in WFP women: <http://www.wfp.org/our-work/preventing-hunger/focus-women/women-hunger-facts>
39. FAO. Why Gender: Key Facts. <http://www.fao.org/gender/gender-home/gender-why/key-facts/en/> accessed September 24, 2015; FAO. (2011) State of Food and Agriculture. Op. cit.
40. Ringler, Claudia, ed.; Quisumbing, Agnes R., ed.; Bryan, Elizabeth, ed.; Meinzen-Dick, Ruth Suseela, ed. (2014) Enhancing women's assets to manage risk under climate change: Potential for group-based approaches. Washington, D.C.: IFPRI.
41. FAO. (2011) Committee on Food Security. Policy Roundtable: Gender, Food Security and Nutrition. CFS2011/5. <http://www.fao.org/docrep/meeting/023/mc065E.pdf>
42. Perez C, Jones E, Kristjanson P, Cramer L, Thornton P, Förch W, Barahona C. 2014. How resilient are farming households, communities, men and women to a changing climate in Africa. CCAFS Working Paper no. 80. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security.

43. FAO. (2011) State of Food and Agriculture. Op. cit.
44. Cited in WFP women: <http://www.wfp.org/our-work/preventing-hunger/focus-women/women-hunger-facts>
45. Nike Foundation. (2009) The Girl Effect: Not Just about Girls: Engaging Men and Boys is Key to Girls' Ability to Achieve their Full Potential.
46. Smith, Lisa C. and Haddad, Lawrence James. (2000) Explaining child malnutrition in developing countries: a cross-country analysis. Washington, D.C.: IFPRI.
47. FAO. (2011) State of Food and Agriculture. Op.cit.
48. United Nations Development Programme (UNDP). (2011) Human Development Report. Sustainability and Equity: A Better Future for All. [http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2011\\_EN\\_Complete.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_EN_Complete.pdf)
49. Asian Development Bank. (2013) Gender Equality and Food Security – Women's Empowerment as a Tool against Hunger.
50. CARE International. (2014) 2015 and Beyond: Action for a just, gender-equitable, and sustainable future. [http://careclimatechange.org/publications/beyond2015\\_gender\\_cc/](http://careclimatechange.org/publications/beyond2015_gender_cc/) accessed September 24, 2015.
51. IPCC, 2014: Summary for policymakers. Op cit.
52. IFPRI Climate Change, Collective Action, & Women's Assets, 2014. <http://womenandclimate.ifpri.info/>.
53. Ibid.
54. Warner, K., Afifi, T., Henry, K., Rawe, T., Smith, C., de Sherbinin, A. (2012). Where the Rain Falls: Climate Change, Food and Livelihood Security, and Migration. Global Policy Report of the Where the Rain Falls Project. Bonn : CARE France and UNU-EHS.
55. Peterson, K. (2007). Reaching out to women when disaster strikes. Soroptimist White Paper. Cited in Aguilar, Lorena, et al. (2009) Training Manual: Gender and Climate Change. International Union for Conservation of Nature.
56. Bradshaw, Sarah, and Maureen Fordham. (2013) Women, Girls, and Disasters: A Review for DfID. [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/236656/women-girls-disasters.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/236656/women-girls-disasters.pdf)
57. IPCC, 2014. Op. cit.
58. CARE International. Op. cit.
59. FAO. (2013) Climate-Smart Agriculture: Sourcebook. P. 9
60. Friends of the Earth International. (2012) A Wolf in Sheep's Clothing? An analysis of the 'sustainable intensification' of agriculture. <http://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/food-sovereignty-publications/a-wolf-in-sheeps-clothing>. accessed July 23, 2015.
61. CIDSE. (2015) Climate Smart Agriculture: The Emperor's New Clothes? <http://www.cidse.org/articles/item/640-climate-smart-agriculture.html>. accessed July 23, 2015; ActionAid. (2014). Clever Name, Losing Game? How Climate Smart Agriculture is sowing confusion in the food movement. <http://www.actionaid.org/publications/clever-name-losing-game-how-climate-smart-agriculture-sowing-confusion-food-movement>. accessed July 23, 2015; Sugden, J. (2015) Climate-Smart Agriculture and smallholder farmers: the critical role of Technology Justice in effective adaptation. Rugby, UK: Practical Action Publishing. <http://dx.doi.org/10.3362/9781780446332>. accessed July 23, 2015.
62. U.N. Climate Summit Agriculture Action Statement, September 2014. [http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/07/AGRICULTURE-Action-Statement\\_revised.pdf](http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/07/AGRICULTURE-Action-Statement_revised.pdf). accessed July 22, 2015; Global Alliance for Climate Smart Agriculture (GACSA) Framework Document. <http://www.fao.org/3/a-au667e.pdf>. accessed July 22, 2015.
63. Garnett, T, Appleby MC, Balmford A, Batemen IJ, Benton TG, Bloomer P, Burlingame B, Dawkins M, Dolan L, Fraser D et al. "Sustainable Intensification in Agriculture: Premises and Policies." *Science* 2013, 341: 33-34.
64. Jacqueline Loos, David J Abson, M Jahi Chappell, Jan Hanspach, Friederike Mikulcak, Muriel Tichit, and Joern Fischer. (2014) "Putting meaning back into 'sustainable intensification.'" *Frontiers in Ecology and the Environment* 12: 356–361. <http://dx.doi.org/10.1890/130157>. accessed July 23, 2015; M. Jahi Chappell. (2014) "Sustainable Intensification" is Unsustainable. 2014. <http://www.iatp.org/blog/201409/%E2%80%9C sustainable-intensification%E2%80%9D-is-unsustainable>. Accessed July 23, 2015; Cook, S., L. Silici, and B. Adolf. (2015) Sustainable Intensification Revisited. International Institute for Environment and Development Briefing. <http://pubs.iied.org/17283IIED.html>. accessed July 23, 2015.
65. Gliessman, Steve. "Is there Sustainability in 'Sustainable Intensification?'" *Agroecology and Sustainable Food Systems*. Vol. 38, Issue 9, 2014. [http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/21683565.2014.939800?journalCode=wjsa21#.VaPTY\\_Viko](http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/21683565.2014.939800?journalCode=wjsa21#.VaPTY_Viko); Loos, J., et. al., Op. cit. Chappell, Op. Cit.
66. Bernier Q, Franks P, Kristjanson P, Neufeldt H, Otzelberger A, Foster K. (2013) Addressing Gender in Climate-Smart Smallholder Agriculture. ICRAF Policy Brief 14. Nairobi, Kenya. World Agroforestry Centre (ICRAF).
67. Cited in FAO. (2012) Smallholders and Family Farmers. [http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability\\_pathways/docs/Factsheet\\_SMALLHOLDERS.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability_pathways/docs/Factsheet_SMALLHOLDERS.pdf). Accessed September 24, 2015.
68. Campbell, B. et al, "Sustainable Intensification: What is its role in climate smart agriculture?" *Current Opinion in Environmental Sustainability* 2014, 8:39-43.
69. Ibid.
70. Declaration of the International Forum for Agroecology. (2015) <http://www.foodsovereignty.org/forum-agroecology-nyeleni-2015>. accessed July 23, 2015.
71. Scientists' Open Letter to FAO Director General Graziano da Silva, in Support of the February 2015 Declaration of the International Forum for Agroecology. (2015) <http://www.iatp.org/documents/scientists%E2%80%99-open-letter-to-fao-director-general-graziano-da-silva-in-support-of-the-februa>. accessed July 23, 2015.
72. Silici, Laura. (2014) Agroecology: What it is and what it has to offer. International Institute for Environment and Development Issue Paper. <http://pubs.iied.org/pdfs/14629IIED.pdf>. accessed July 23, 2015.
73. Ibid.
74. FAO. Smallholders and Family Farmers. Op. cit.
75. CARE Women's Empowerment Framework. (2014). [www.care.org/our-work/womens-empowerment/gender-integration/womens-empowerment-framework](http://www.care.org/our-work/womens-empowerment/gender-integration/womens-empowerment-framework). accessed September 24, 2015.
76. Bernier Q, et al. Op. cit.
77. IFAD. (2003) Report and Recommendation of the President. EB 2003/80/R.25.Rev.1. <http://www.ifad.org/gbdocs/eb/80/e/EB-2003-80-R-25-REV-1.pdf>. accessed September 24, 2015.
78. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development. (2009) Agriculture at a Crossroads: Global Summary for Decision Makers. [http://www.unep.org/dewa/agassessment/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads\\_Global%20Summary%20for%20Decision%20Makers%20\(English\).pdf](http://www.unep.org/dewa/agassessment/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Global%20Summary%20for%20Decision%20Makers%20(English).pdf)
79. Cited in World Bank Group. Rainfed Agriculture. <http://water.worldbank.org/topics/agricultural-water-management/rainfed-agriculture>. accessed September 24, 2015.
80. Thornton P. (2012) Recalibrating Food Production in the Developing World: Global Warming Will Change More Than Just the Climate. CCAFS Policy Brief no. 6. CCAFS.
81. Lin, B. (2011) "Resilience in Agriculture through Crop Diversification: Adaptive Management for Environmental Change." *Bioscience* 61(3): 183-193. <http://www.bioone.org/doi/full/10.1525/bio.2011.61.3.4>.
82. ActionAid. (2008) The Time is NOW: Lessons From Farmers Adapting to Climate Change. <http://www.actionaidusa.org/publications/time-now-lessons-farmers-adapting-climate-change>. accessed September 24, 2015.
83. Agriculture, Ecosystem and Environment. <http://www.sciencedirect.com/science/journal/01678809>
84. FAO. (2011) Platform for Agrobiodiversity Research.
85. Perez C, et al. Op. cit.
86. IPCC, 2014. Op. cit.
87. Thornton, Philip. Op. cit.
88. Smith, Lisa C., Ph. D., et al. (2015). Quantitative Impact Evaluation of the SHOUHARDO II Project in Bangladesh. TANGO, International.



Fondée en 1945 avec la création du CARE Package®, CARE est une organisation humanitaire majeure qui lutte contre la pauvreté mondiale. CARE met particulièrement l'accent sur le travail avec les femmes et les jeunes filles vulnérables car, lorsqu'elles ont accès aux bonnes ressources, elles sont capables de sortir des familles et des communautés entières de la pauvreté. L'année dernière, CARE a travaillé dans 90 pays et a aidé plus de 72 millions de personnes dans le monde entier. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [www.carefrance.org](http://www.carefrance.org).



RESEARCH PROGRAM ON  
**Climate Change,  
Agriculture and  
Food Security**



Le Programme de Recherche sur le Changement Climatique, l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (CCAFS) est un partenariat stratégique entre le CGIAR et Future Earth, dirigé par le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT). Le CCAFS regroupe les meilleurs chercheurs du monde dans les domaines de l'agronomie, de la recherche en développement, de la science du climat et de la science du système terrestre. Son objectif est d'identifier et de prendre en compte les interactions, les synergies et les compromis entre les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [ccafs.cgiar.org](http://ccafs.cgiar.org).



Food Tank met l'accent sur la construction d'une communauté internationale pour des consommateurs en sécurité, en bonne santé et bien nourris. Food Tank met en avant des solutions environnementales, sociales et économiquement durables pour la réduction de la faim, de l'obésité et de la pauvreté. Food Tank crée aussi des réseaux de personnes, d'organisations ainsi que du contenu afin d'inciter au changement de système alimentaire. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [www.foodtank.com](http://www.foodtank.com).